



COMMUNIQUE DE PRESSE – 27 Mai 2026

Lecornu censure une campagne de Santé publique France sur la canicule

Alors que la France connaît un épisode de chaleur précoce, exceptionnel et mortel, nous apprenons que **le Gouvernement retarde toutes les communications de l'agence, notamment celles concernant les vagues de chaleur.**

Cette décision est incompréhensible et irresponsable : c'est précisément dans ces moments que l'information sanitaire, les messages de prévention et les outils de santé publique sont indispensables pour protéger la population, en particulier les personnes les plus vulnérables.

Cet épisode s'inscrit dans un contexte où le Gouvernement organise **le démantèlement de Santé publique France**. Depuis plusieurs mois, l'exécutif prépare une restructuration de l'agence, appuyée sur des missions de l'IGAS, avec l'objectif de déléguer ses missions au ministère, ce qui aura pour conséquence d'affaiblir son autonomie et de réduire son indépendance scientifique.

Cette logique est d'autant plus préoccupante qu'elle touche directement les campagnes de prévention.

Le Gouvernement **empêcherait Santé publique France de communiquer le 31 mai à l'occasion de la Journée mondiale sans tabac**. Ce serait la première fois que cette journée ne fait pas l'objet d'une campagne.

À l'heure où les crises sanitaires et climatiques se multiplient, c'est une faute politique majeure. La santé publique doit reposer sur l'expertise, l'anticipation et l'indépendance.

Comme député et administrateur de Santé publique France, j'appelle le Gouvernement à abandonner son projet de démantèlement de l'agence et ses entraves répétées aux politiques de prévention.

Hendrik Davi

Député de la 5^e circonscription des Bouches-du-Rhône

Membre du Conseil d'administration de Santé Publique France

Contact presse : jules.decreus@clb-an.fr / 06 38 23 13 64